



ACTION URGENTE

Amnistie internationale et la FNEEQ dénoncent les abus contre les droits fondamentaux

*Un village bédouin démoli pour une neuvième fois par
l'armée israélienne*

Signez la pétition en ligne

[Cliquez ici](#)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Al Araqib fait partie des quelque villages bédouins d'Israël non reconnus par les autorités israéliennes malgré le fait que leurs habitants soient des citoyens israéliens et qu'ils aient des droits sur leurs terres. Les habitants de ces villages « non reconnus », situés pour la plupart dans le désert du Néguev, ne bénéficient pas de la sécurité d'occupation et n'ont pas accès à certains services, notamment à l'eau et à l'électricité.

Al Araqib a été démoli pour la première fois par les autorités en juillet 2010 : les habitants ont été expulsés par plus de 1 000 policiers antiémeutes ; au moins 46 habitations et d'autres structures, notamment des enclos pour animaux et des réservoirs d'eau, ont été détruites. Des milliers d'oliviers et d'autres arbres ont été déracinés, privant ainsi les villageois de leurs moyens de subsistance, et les biens de ces derniers ont été confisqués. Par la suite, des abris de fortune que les villageois avaient construits ont été démolis et enfouis par des bulldozers. Sept habitants ont été arrêtés puis remis en liberté, dont quatre sous la condition de ne pas retourner à Al Araqib.

Dans les observations finales qu'il a présentées en juillet 2010, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a exprimé sa préoccupation face aux allégations d'expulsions forcées de la population bédouine et il a appelé les autorités israéliennes à respecter le droit de la population bédouine à ses terres ancestrales et à ses moyens de subsistance traditionnels fondés sur l'agriculture, ainsi qu'à garantir l'accès de cette population aux structures de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité, quel que soit le lieu où elle se trouve en Israël. Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale s'est également déclaré préoccupé par la réinstallation des habitants bédouins de villages « non reconnus » dans des villes par Israël et a demandé que leurs villages soient officiellement reconnus et qu'Israël accentue ses efforts pour consulter les villageois et tenter d'obtenir leur accord ou leur consentement préalablement à tout processus de réinstallation.

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 

fneeq 
CSN

PLUS D'INFORMATION Amnistie Internationale

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE15/030/2010/fr/c19ddcd5-d296-4e08-9d07-a03dc7ae73ee/mde150302010fra.html>

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE15/028/2010/fr/f3f8145b-0851-4c33-90fb-1bc597957fbc/mde150282010fra.pdf>